

LE FIGARO · fr

Gorbatchev : «On a évité une troisième guerre mondiale»

Propos recueillis à Genève par Isabelle Lasserre, Caroline de Malet et Philippe Gélie
14/10/2009 | Mise à jour : 15:30 | [Commentaires](#) 95 | [Ajouter à ma sélection](#)



Mikhaïl Gorbatchev, à Genève en Suisse, lors de l'interview avec Le Figaro.

INTERVIEW EXCLUSIVE - Le dernier président de l'URSS donne sa version personnelle des événements qui ont conduit à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement du bloc communiste. Et dit ce qu'il pense d'Obama, de Medvedev et de Poutine.

LE FIGARO. - Il y a vingt ans, vous étiez au pouvoir en Union soviétique au moment de la chute du mur de Berlin. L'aviez-vous vue venir ou vous a-t-elle pris par surprise ?

Mikhaïl GORBATCHEV. - Il aurait été difficile de me surprendre à cette époque-là. Ces événements étaient le résultat d'un long processus. Cela faisait longtemps que j'étais dans les cercles du pouvoir et je connaissais parfaitement la situation. Quand je suis devenu le leader de l'Union soviétique, l'une des pierres angulaires de ma vision du monde était de considérer l'Europe comme notre maison commune. J'avais d'ailleurs proposé, au cours d'une visite en France, que nous bâtissions cette maison commune. Et la question allemande faisait partie de cette vision. L'unification de l'Allemagne a été possible parce qu'elle a été précédée de grands changements en URSS, en Europe centrale et de l'Est, dans les relations avec les pays occidentaux et particulièrement avec les États-Unis,

avec qui nous étions alors en très mauvais termes. Quand je suis arrivé à la tête de l'URSS, les responsables soviétiques et américains ne s'étaient pas rencontrés depuis six ans. Quelques années plus tard, nous avons changé cela. Et c'est l'ensemble de ces changements qui a entraîné la possibilité de la réunification. Lors d'une visite en RDA en 1989, à l'occasion du 40e anniversaire de la République est-allemande, j'ai été très impressionné par ce que j'ai vu. J'ai longuement parlé avec le président Erich Honecker et il m'a étonné. Je pensais qu'il ne comprenait pas ce qui se passait. Ou qu'il refusait d'accepter le processus qui était en cours et qui, de toute évidence, mettait la question de l'unité de l'Allemagne sur la table. Il y avait un grand défilé, les vingt-huit régions de la RDA étaient représentées. Les jeunes qui participaient à la manifestation criaient des slogans qui prouvaient que le pays était en effervescence et qu'il allait y avoir de grands changements très bientôt... Le premier ministre polonais, Mieczyslaw Rakowski, s'est approché de moi en me demandant si je comprenais l'allemand. J'ai répondu : suffisamment pour savoir ce que disent les pancartes et les slogans. Alors il m'a dit : c'est la fin. J'ai dit oui.

À vous entendre, c'est presque comme si vous aviez vous-même planifié tout cela ?

Non, je ne l'ai pas planifié. D'ailleurs, en juin 1989, à l'occasion d'une visite en RFA, après un entretien avec Helmut Kohl, un journaliste m'a demandé si nous avions évoqué la question allemande. J'ai répondu que oui. J'ai déclaré que la division de l'Allemagne était un héritage de l'histoire, de la Seconde Guerre mondiale. Mais que c'était à l'histoire de dire ce qu'il en adviendrait. Les journalistes n'étaient pas contents et ils ont insisté en me demandant quand aurait lieu la réunification. J'ai répondu que cette question serait probablement résolue au XXIe siècle et que ce serait l'histoire qui déciderait. Vous voyez, c'était ma position quelques mois avant la chute du Mur... Et puis il y a eu les changements en URSS, en Europe centrale et de l'Est, la «révolution de velours», les nouvelles relations avec les États-Unis, le désarmement. Tout cela a entraîné la spirale des événements, même si la RDA était encore une sorte d'île dans cette mer de changement.

Avez-vous eu la tentation de recourir à la force pour arrêter les mouvements à l'œuvre en Europe de l'Est ?

Vous savez, quand mon prédécesseur, Konstantin Tchernenko, est mort, en 1985, les leaders des pays du pacte de Varsovie sont venus aux funérailles à Moscou. Nous nous sommes réunis dans mon bureau. Je les ai remerciés et je leur ai dit : nous ne ferons rien qui puisse compliquer nos relations avec vous. Nous respecterons nos obligations, mais vous êtes responsables de votre politique, de votre pays, et nous sommes responsables de notre politique, de notre pays. En 1985, donc, je leur ai promis que nous n'interviendrons pas - et nous ne sommes jamais intervenus. Si nous l'avions fait, alors je ne serais probablement pas là aujourd'hui, avec vous... Cela, je peux vous l'assurer.

Que se serait-il passé, selon vous ?

On aurait pu avoir une Troisième Guerre mondiale... À l'époque, l'Europe était pleine d'armes nucléaires. Il y avait environ deux millions de troupes des deux côtés du rideau de fer... Imaginez simplement ce qui aurait pu arriver si nous avions utilisé la force...

Quelle était, à cette époque, votre vision de l'avenir de l'Union soviétique ?

C'était une vision qui nous a conduits à engager des changements démocratiques, à ouvrir le pays, à réformer notre union et notre économie, à rendre leur liberté de mouvement aux citoyens, à introduire la liberté d'expression et de religion. À cette époque, je n'avais aucune hésitation, je savais que c'était le chemin à suivre. Et j'ai cru que l'on pourrait ainsi préserver l'Union soviétique. Mais, après les élections libres de 1989, certains, au sein du Parti communiste, ont réagi féroceement contre toutes ces réformes. Le parti était alors divisé : 84 % des députés en étaient membres, mais la nomenklatura avait perdu les élections. J'avais toutes les raisons de croire que la perestroïka était soutenue par la majorité. Il n'empêche que la nomenklatura a essayé à plusieurs reprises de me renverser, de me démettre lors des réunions du Soviet suprême. Les adversaires de la perestroïka n'ont pas été capables de s'opposer à nous légalement, politiquement. C'est pour cela qu'ils ont organisé un coup d'État en 1991. Nous avons sous-estimé le danger, nous aurions dû agir avec plus de fermeté pour empêcher cela. Je pense que les défenseurs de la perestroïka, y compris moi-même, nous avons été trop confiants. Nous croyions être sur la bonne voie. À cette époque, nous avons préparé un programme pour redresser la situation économique en URSS. Ce programme avait été soutenu par toutes les Républiques, même les Républiques baltes. Début août, nous avons aussi préparé un nouveau traité pour l'Union. En novembre 1991, nous voulions tenir un congrès pour réformer le parti. Nous pensions que, dans cette situation, il aurait été irresponsable pour quiconque d'organiser un coup d'État. Malheureusement, ils l'ont fait, et certains de ceux qui ont organisé le coup faisaient partie de mon entourage, de mon cercle rapproché.

Comment interprétez-vous aujourd'hui la nostalgie de l'empire et de l'Union soviétique qui se manifeste au sein du pouvoir et de la population russes ?

Je connais la situation. Je pense qu'il ne faut pas exagérer cette tendance. Dans un sondage réalisé en 2005 pour le 20e anniversaire de la perestroïka, 55 % des gens estimaient que les changements avaient été nécessaires, alors qu'ils étaient minoritaires dix ans plus tôt. Les deux tiers des Russes se disent favorables aux élections libres, à l'économie de marché et à la liberté de mouvements...

Oui, mais Staline est plus populaire aujourd'hui qu'hier...

Je ne le pense pas. Il est vrai que certains manifestent dans la rue avec des portraits de Staline. Cela prouve surtout que la Russie n'a pas totalement réussi son processus de changement. Mais cela, on le savait déjà. Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas de retour vers le passé. On ne peut pas faire marche arrière. Cela n'arrivera pas.

Quel jugement portez-vous sur la politique du tandem Medvedev-Poutine ? Ces deux hommes mènent-ils la Russie sur la bonne voie ?

Le premier mandat de Vladimir Poutine était plutôt positif. Il a mis fin au processus de désintégration de la Russie, qui était extrêmement dangereux. Il a stabilisé la situation : ne serait-ce que pour cela, il aura sa place dans l'histoire. Mais je ne vois pas de véritable effort de modernisation, c'est le principal problème. Les conditions étaient favorables, grâce à l'augmentation du prix du pétrole... Mais je m'interroge sur la manière dont ont été utilisés ces millions de pétrodollars. Je crois qu'ils ont permis à leurs amis d'acheter les Champs-Élysées et le reste de la France... Je plaisante, mais je pense qu'une grande partie de cet argent a été gaspillée et qu'il n'a pas été utilisé pour moderniser le pays. Ils auraient dû agir beaucoup plus tôt pour améliorer la situation économique, moderniser la Russie et aussi la démocratiser. D'un côté, ils ont arrêté l'incendie ; de l'autre, ils ont commis des erreurs.

Le problème essentiel relève-t-il selon vous de la politique économique ou de la corruption ?

Ce qu'il faut au pays, c'est un nouveau système, un nouveau modèle de développement. Et, pour le bâtir, il faut venir à bout de la corruption. Pour l'instant, je vous l'accorde, ce n'est pas le cas. Mais qui vivra verra.

Pensez-vous que Medvedev et Poutine vont saisir la main tendue par Barack Obama ?

Ce n'est pas seulement Barack Obama qui est à l'origine de cette opportunité dans la relation russo-américaine. Mais c'est une personne sérieuse, qui comprend la situation de crise, qui milite en faveur de la dénucléarisation et qui a pris la mesure des problèmes environnementaux. C'est un bon interlocuteur pour nos dirigeants, parce que c'est aussi ce qu'ils souhaitent. J'ai un sentiment positif à l'égard du président américain. Et, oui, je crois que la Russie veut saisir cette chance. Mais on ne sait jamais...

Vous avez reçu le prix Nobel de la paix en 1990. Pensez-vous que celui qui vient d'être décerné à Barack Obama est mérité ou prématuré ?

Je lui ai écrit pour le féliciter. J'ai dit que c'était le bon choix car je me sens proche de sa vision du monde. Il lui faudra beaucoup de détermination, d'autorité internationale et de talent de communication pour la mettre en œuvre. Je lui souhaite de réussir.

Vous avez retiré les troupes russes d'Afghanistan. Vingt ans après, Barack Obama s'apprête à décider, ou non, l'envoi de renforts américains dans ce pays. Que lui conseilleriez-vous ?







Nous avons traversé une période identique à celle que connaît Obama en Afghanistan. Nous aussi, nous avons dû remettre à plat notre stratégie et nos politiques. Je pense que l'objectif ultime des Américains devrait être le retrait de leurs forces. Mais je n'ai pas de recommandation à lui faire. Sans doute aurait-il mieux valu ne pas s'y engager... Pendant que nous nous retirions d'Afghanistan, les Américains travaillaient avec les Pakistanais pour créer les talibans, alors

qu'ils nous affirmaient vouloir un pays « libre et stable, en bons termes avec nos deux nations »... Aujourd'hui, ils en récoltent les fruits. D'un autre côté, j'admets qu'il est nécessaire d'agir contre les noyaux terroristes...

Vous êtes à la tête de Green Cross (« la croix verte »), une ONG vouée à la protection de l'environnement : êtes-vous confiant avant la réunion mondiale prévue en décembre à Copenhague sur le réchauffement climatique ?

Je veux croire que ce sera une étape majeure dans la bonne direction. De solides travaux préparatoires ont eu lieu. Les problèmes environnementaux nous étranglent : nous devons faire en sorte d'éviter une catastrophe, d'échapper au désastre. Il ne faut pas que la température moyenne de la planète augmente de plus de 2 degrés : même cet objectif sera très difficile à atteindre. Les États doivent maintenant prendre des mesures décisives.



Imprimer 	Partager    
Envoyer 	S'abonner 